



COMMISSION DES RECOURS DES REFUGIES

Les minorités des Chittagong Hill Tracts

1/ Historique des minorités

La région des Chittagong Hill Tracts (CHT) est une zone franche située à l'extrême sud-est du pays, elle est peuplée de 13 minorités et couvre les districts de Khagrachi, Rangamati et Bandarban. Elle représente 10% de la totalité du territoire du Bangladesh, est constituée de hautes collines, dont les forêts denses, la jungle et les marécages la rendent peu accessible. A l'époque coloniale, les Britanniques n'ont réussi à contrôler la région qu'au prix d'une large autonomie que les populations tribales ont conservé jusqu'en 1964 en vertu du Chittagong Hill Tracts Regulation Act de 1900.

Lors de la première partition de la région en 1947, créant l'Inde et le Pakistan, la zone des CHT fut d'abord rattachée à l'Inde mais au bout de trois jours, un échange intervint entre les deux pays pour attribuer les CHT au Pakistan oriental contre la volonté des populations locales. En 1971, lors de l'indépendance du Bangladesh, les habitants réclamèrent une plus grande autonomie, qui leur fut refusée par le Premier ministre. Comme la constitution de 1972 ne prévoyait aucune disposition particulière pour les CHT, les tribaux entamèrent une guérilla qui durera 25 ans.

Le parti autonomiste Parbattya Chattagram Jana Sanghat Samiti (PCJSS) et son bras armé (les Shanti Bahini) sont alors créés mais ces derniers ne se lanceront dans la lutte armée qu'à partir de 1976. Les différents gouvernements du Bangladesh ont été d'autant moins enclins à accéder aux demandes des tribaux que ceux-ci, soit s'étaient opposés à l'indépendance du pays en 1971, soit n'y avaient pas participé.

Outre la question autonomiste, le principal problème qui déchire la région est son attractivité agricole. En effet, depuis les années 1950, un nombre croissant de colons bangladais musulmans, fuyant la misère et les incroyables concentrations démographiques des plaines fluviales et des espaces littoraux, migrent en direction des collines boisées des CHT dans l'espoir d'y trouver des terres à défricher. Leur installation a été favorisée par l'abrogation en 1964 de la loi datant de 1900 qui interdisait l'installation d'étrangers à la région. Depuis 1979, pour résoudre le problème du manque de terres, les gouvernements successifs ont encouragé les Bengalis à s'installer dans les CHT, en leur attribuant des parcelles revendiquées par les tribaux sur une base traditionnelle. Du fait de cette politique d'installation, les tribaux ne composent aujourd'hui que 51,45% d'une population d'un million d'habitants.

Mais de nombreuses raisons ont été avancées pour expliquer le lancement d'une véritable politique de colonisation bengalie des CHT à partir des années 1980. Selon un rapport de l'American Geographical Society, la crainte d'une invasion indienne facilitée par

les populations tribales, le conflit ancestral entre les populations tribales et bengalies, le conflit religieux entre la majorité musulmane et la minorité bouddhiste-animiste et l'existence de ressources naturelles importantes (gaz, bois...) sont toutes des raisons à prendre en considération pour comprendre la politique de Dacca vis-à-vis de cette région.

2/ Qui sont les tribaux ?

650 000 tribaux environ vivent dans les CHT. Ils sont en majorité bouddhistes (les Chakmas surtout) avec quelques hindous (les Tripuras principalement), chrétiens et animistes. L'ensemble des tribaux vivant dans les CHT sont appelés des **Jummas**, terme générique venant du mot *jhum*, mode traditionnel de culture des terres.

Les Jummas sont de souche mongoloïde et d'origine tibéto-birmane et donc très différents physiquement des bengalis. Ils sont divisés en treize minorités dont trois particulièrement importantes en nombre : les **Chakmas** (253.000), les **Marmas** (154.000) et les **Tripuras** (100.000).

Chaque minorité parle un dialecte particulier et possède des coutumes et une culture spécifiques. Toutes ont cependant un mode de vie généralement simple : elles construisent leur maison en bambou dans leur jhum, fabriquent leurs outils, tissent leurs vêtements et font pousser leurs propres légumes. Les Jummas parlent également le bengali. Ils souffrent de fortes discriminations notamment en matière de propriété foncière et sont arbitrairement victimes de la loi de 1971 sur les expropriations.

Avant même la naissance du Bangladesh, la construction du barrage hydroélectrique de Kaptai entre 1957 et 1963 avait eu un effet dévastateur sur ces populations. Leurs terres les plus fertiles ayant été inondées, plus de 100.000 d'entre eux (un quart de la population des CHT à l'époque) ont été déplacés et 40.000 sont alors partis en Inde. En outre, les politiques d'installation des familles bengalies pauvres sur les terres des tribaux, la méthode de culture (sur brûlis) et l'accroissement naturel de la population ont augmenté de façon dramatique la pression démographique et les tensions entre populations dans la région. Les tribaux ont donc été peu à peu obligés de céder la place aux Bengalis et beaucoup ont fui vers l'Inde notamment en 1986, afin d'échapper aux discriminations incessantes et au harcèlement de l'armée et des colons bengalis.

Les Chakmas sont les plus revendicateurs et sont considérés comme les ennemis du peuple bangladais car leur roi a choisi le Pakistan en 1947 et en 1971. Majoritairement bouddhistes, ils constituaient en 1951 la moitié de la population des CHT, ont un certain niveau d'éducation et disposent d'une organisation politique et d'une armée de libération de quelques milliers d'hommes, les Shanti Bahini, dissoute en 1998. Ils souhaitent défendre leurs terres contre les colons venant des plaines. Les Chakmas ont des revendications culturelles et réclament l'autonomie de la région et le départ des colons. Les pourparlers avec le gouvernement n'ont jamais abouti, celui-ci ne pouvant accepter le départ des colons qui n'ont nulle part où aller. En 1997 cependant, des concessions sur le plan de l'autonomie ont été accordées.

3/ Violences et discriminations

Les années 1980-1990 ont été marquées par de nombreuses attaques des Shanti Bahini contre les forces de l'ordre, par des exactions commises contre les colons bengalis et par une

répression sanglante de l'armée à l'encontre des populations civiles tribales. En 20 ans de conflit, le nombre de victimes est estimé à 20.000 personnes (environ 5.000 tribaux et 15.000 colons bengalis), bien que ces chiffres varient considérablement selon les sources. La plupart des crimes commis durant ces années de conflits l'ont été en toute impunité, par les forces de l'ordre ou les colons bengalis aussi bien que par les membres des Shanti Bahini.

Les Jummas de manière générale, et surtout les Chakmas, subissent de véritables discriminations et des violations graves de leur droits humains. Ils ont été victimes selon Amnesty International, de torture, de détentions arbitraires et d'exécutions extrajudiciaires. En 1980, des mesures restrictives à l'égard des tribaux ont été mises en place: interdiction de circuler sans autorisation de l'armée, de se réunir, de porter certains vêtements, de posséder plus de cinq acres de terre, d'acheter de la nourriture pour plus d'une semaine, et de se procurer des médicaments sans accord préalable de l'armée. Beaucoup ont été chassés de leur village et de leurs terres par des milices villageoises et par l'armée.

Cependant la population bengalie a elle aussi subi très largement **la violence des Shanti Bahini** qui ont assassiné environ 15.000 colons depuis le début du conflit. Cette population transférée dans les CHT est composée de paysans pauvres. Ils sont fortement incités par les autorités à venir tenter leur chance dans les CHT, reçoivent des aides en nature et une protection de l'armée, mais peuvent difficilement retourner dans leur village d'origine. Ils se trouvent donc contraints de se battre contre les tribus pour obtenir des terres "offertes" par le gouvernement.

En Inde sont maintenant installés des tribaux qui avaient fui l'inondation de leurs terres lors de la construction du barrage de Katai. Installés d'abord dans l'Etat de Mizoram, ils ont ensuite migré vers le Arunachal Pradesh. Ils rencontrent beaucoup de difficultés à obtenir la nationalité indienne bien que la Cour Suprême juge depuis deux ans que les Chakma vivant dans cet Etat sont des citoyens indiens. Ils sont également très mal acceptés par la population indienne qui a organisé une grève de deux jours dans toute la province en janvier 2001 pour manifester son rejet de la communauté tribale bouddhiste et demander le départ des réfugiés. Cette grève organisée par le All Arunachal Pradesh Students Union (AAPSU) a été massivement suivie par la population, ce qui témoigne de l'ampleur de l'hostilité dont sont victimes les Jummas arrivés des CHT en 1964.

4/ Depuis les accords de décembre 1997 : paix et guerre

Le 2 décembre 1997, des accords de paix sont signés entre le PCJSS et le Comité National pour les CHT, créé à l'instigation du Premier ministre Sheikh Hasina en 1996 pour régler le conflit. Ces accords prévoient notamment la création d'un comité régional avec de fortes prérogatives d'autonomie. Le Comité Régional des CHT est obligatoirement présidé par un tribal qui a un statut de ministre d'Etat et les autres membres sont élus par les trois conseils de districts. Les membres du Comité proviennent pour 2/3 des tribus et pour le reste de la population bangladaise des CHT. Le Comité joue un rôle de coordination des actions des trois districts des CHT dans les domaines suivants: administration générale, justice, ordre public, activités des ONG, gestion des catastrophes et des programmes d'aide. Les accords prévoient également une amnistie pour tous les membres des Shanti Bahini ayant déposé les armes ainsi que pour ceux du PCJSS, la réhabilitation des réfugiés et des déplacés ainsi que le règlement des litiges fonciers et la création d'un ministère des Chittagong Hill Tracts.

En 1998, de nombreux efforts ont été accomplis pour mettre en place les accords de paix entre les tribaux et le gouvernement. Tout au long du mois de février, les membres armés des Shanti Bahini ont rendu leurs armes en échange d'une amnistie et de programmes de réhabilitation. En mai 1998, le Parlement a voté la création du Conseil Régional donnant plus d'autonomie à la région. A la fin de l'année, les derniers des 50 000 réfugiés vivant encore dans des camps indiens avaient été rapatriés dans les CHT. Le gouvernement de Dacca considère qu'une paix normale et totale est revenue dans la région, que le problème des réfugiés chakmas n'existe plus et se félicite qu'aucune intervention étrangère n'a été nécessaire pour régler ce conflit interne.

Des exactions ont été commises par la police sur des dissidents du PCJSS. En mars, 200 étudiants du PCP¹ ont été attaqués avec des gaz et des matraques par les forces de police, dix personnes ont été blessées et quatre arrêtées. Elles ont été sévèrement battues et détenues en prison de mars à novembre 1998 sans être jugées puis remises en liberté sous caution. Accusés sans preuves de crimes, deux autres étudiants ont été arrêtés le 18 mars 1998 et relâchés le 3 décembre; ils étaient en fait le président (M. Sanchoy Chakma) et le secrétaire général (M. Dharuba Joyti) du PCP et avaient récemment critiqué les accords de paix.

En mai **1999**, le chef tribal Shantu Larma a finalement pris l'intérim du Conseil Régional des CHT (composé de 14 anciens rebelles sur 22 membres), après de nombreux désaccords sur trois membres nommés par le gouvernement. Celui-ci met de toute évidence peu de bonne volonté pour faire appliquer les accords. Selon Amnesty, qui a visité la région à cette époque, les clauses les plus importantes des accords de paix signés en 1997 n'ont pas toutes été appliquées. C'est notamment le cas de la réintégration des réfugiés, du retour des terres confisquées aux tribaux, et du retrait de certains camps de l'armée. La commission chargée de régler les litiges fonciers entre les tribaux et les colons bengalis n'est pas encore en état de fonctionner correctement. La question des déplacés demeure très sensible puisqu'ils ont fui les persécutions et ont été spoliés de leur propriété par des colons bengalis à qui de véritables titres de propriété ont été accordés.

A la mi-1999, 18 prisonniers politiques des différents groupes dissidents demeuraient toujours dans les prisons de Khagrachari et Bandarban. En août, Alfred Soren, un leader tribal du nord, d'origine santale, a été assassiné lors d'une attaque par des Bengalis à la suite d'un litige foncier. Le 16 octobre 1999, trois personnes ont été tuées à Babu Chara Bazar, près de Khagrachari dans un affrontement entre l'armée et les Jummas. Bien que le gouvernement ait promis de faire toute la lumière sur cet incident, l'enquête ne semble pas progresser rapidement. Durant l'année, au moins six personnes sont mortes et une douzaine d'autres ont été blessées au cours d'affrontements entre des groupes tribaux.

Les différentes factions au sein des Jummas s'accusent mutuellement d'exactions et de violations des droits humains. Les groupes dissidents du PCJSS ont accusé ce dernier d'avoir dénoncé certains de leurs membres à la police, qui les a arbitrairement détenus et torturés. Tandis que le PCJSS rend responsables les factions dissidentes d'enlèvements et d'assassinats de ses membres. Le 17 novembre, deux leaders du PCJSS ont été assassinés dans le district de Khagrachari par un groupe rebelle luttant pour la "libération totale" des CHT, les **Prashir** (Proshit) **Sanchay**. Le 12 décembre, Manin Chakma alias Tarjen, un membre du PCJSS et ancien Shanti Bahini, a été assassiné par des membre du PCP dans le village de Banghaltuli, district de Rangamati.

¹Conseil étudiant des collines, voir infra
CRR-Centre d'information géopolitique

La signature des accords de paix du 2 décembre 1997 entre le PC-JSS et le gouvernement bangladais a mis fin à la violence généralisée dans cette région mais un climat d'insécurité persiste et de nombreuses dispositions ont du mal à être mises en œuvre. Une activité violente s'est ainsi développée contre la présence des Bengalis musulmans venus des plaines. Des Européens ont également été enlevés pendant un mois en février 2001 et libérés le 17 mars 2001, symptôme parmi d'autres d'une certaine criminalisation d'une partie des anciens Shanti Bahini. Des tensions existent entre les minorités et le gouvernement au sujet des votes dans la région autonome des CHT, les premiers ne voulant accorder le vote qu'aux tribaux. Dans un rapport d'Amnesty International rendu public le 28 mai 2002, de nombreuses exactions contre les minorités sont dénoncées ainsi que les conflits entre les tribaux et les colons bengalis. Trois femmes jummas ont été violées mais aucun coupable n'a été traduit devant la justice à ce jour. Et malgré les accords de paix, l'organisation américaine US Committee for Refugees (USCR) constate que la situation des 60.000 tribaux déplacés à l'intérieur de la région demeure non résolue.

5/ Contestations et tensions politiques

Les accords de 1997 sont contestés à la fois par des factions tribales luttant pour l'autonomie complète de la région et par le Parti National du Bangladesh (BNP) allié au Jammiat-i-Islami défendant la souveraineté nationale du Bangladesh, coalition qui a largement gagné les dernières élections d'octobre 2001. En effet, le BNP voit dans ces accords une perte de souveraineté et a boycotté les négociations, de même qu'il a organisé de nombreuses manifestations contre leur application. Les accords ont dès le début fait les frais des tensions politiques entre les deux principaux partis, la Ligue Awami (LA) n'ayant pas manqué de mettre en avant ce succès et le BNP de décrire les accords comme un échec du gouvernement.

Parmi les tribaux, certains groupes se sont séparés du PCJSS et sont opposés aux accords. Ils sont au nombre de trois : le **Pahari Gano Parishad** (PGP, le Conseil populaire des collines), le **Pahari Chattra Parishad** (PCP, le Conseil étudiant des collines) et le **Hill Women Federation** (HWF, la Fédération des femmes des collines). Pour eux, les accords ne vont pas assez loin dans l'autonomie de la région et ne répondent pas aux véritables attentes des Jummas. Ainsi, un nouveau parti a été créé à l'instigation de ces trois groupes dissidents, le **United People's Democratic Front** (UPDF, Front Démocratique du Peuple Uni), qui conteste l'hégémonie du PCJSS dans la vie politique jumma. Issue du PCP, la faction **Prashir** (ou **Proshit**) **Sanchay** s'est également radicalisée et utilise des moyens violents (nombreuses attaques contre les chefs des anciens Shanti Bahini). Elle serait même responsable de l'assassinat, durant les négociations de 1997, de Manabendra Narayan Larma, cofondateur du PCJSS et frère de Shantu Larma. Des tensions graves existent donc entre les opposants et les partisans des accords de paix au sein des tribaux, tensions qui se dégénèrent souvent en affrontement mortel. Selon certaines sources à considérer avec beaucoup de prudence, l'UPDF serait même responsable de la mort de 42 membres ou supporters du PCJSS, d'en avoir enlevé 55 et blessé 27.

Au sein même des représentants des CHT des dissensions sont apparues lorsque le président du Conseil Régional des CHT a contesté, en mai 2000, la bonne volonté du gouvernement de Dacca à mettre en place les accords. M. Jyotindra Larma a même menacé de relancer la guérilla si toutes les clauses des accords n'étaient pas totalement appliquées. Cependant, en écho à ces allégations, ont répondu des protestations non seulement du ministre

pour les Affaires des CHT, M. Kalparanjan Chakma, mais également des leaders tribaux, décrivant ces propos comme irresponsables et estimant sincère la volonté du gouvernement d'exécuter les accords.

En mai 2000, un véritable sentiment de frustration est apparu lors des rencontres menées par le rapporteur des Nations Unies pour la liberté religieuse avec les leaders des communautés tribales. Pour ces derniers, le gouvernement ne semble pas pressé d'appliquer les accords dans leur généralité, encore moins de transférer au Conseil Régional des CHT les prérogatives essentielles à la gestion de la région. Le gouvernement garde donc en pratique la main mise sur la zone, malgré les accords de 1997 qui prévoyaient une vraie autonomie. De même, alors que le retour des terres aux tribaux est le fondement de leur identité et de leur survie, cette question fondamentale n'a pas été réglée deux ans après la signature des accords. Lors de la célébration du premier anniversaire des accords, le 2 décembre 2000, une "guerre des communiqués" s'est ouverte entre le gouvernement de Dacca et les leaders tribaux. Le premier considère que de grandes avancées ont eu lieu dans l'application des accords et que la région des CHT est devenue la plus privilégiée par l'Etat dans ses politiques de développement et par les financements internationaux. Les représentants des communautés jumma considèrent pour leur part que les différentes clauses ne sont pas assez rapidement appliquées.

En mai 2002, lors d'une conférence sur le campus de l'Université de Dacca, Shantu Larma a dénoncé à la fois les agissements de l'UPDF comme étant ceux d'un groupe extrémiste opposé aux accords de paix, et les violations des droits des minorités dans tout le pays et, l'atmosphère de répression qui règne toujours dans les CHT qualifiant l'action du gouvernement de colonialisme. Depuis l'arrivée au pouvoir de la coalition BNP/Jamiat-i-Islami, les représentants des communautés tribales sont dans l'expectative. Ils attendent de voir comment le BNP appliquera les clauses essentielles des accords, alors qu'il s'était toujours opposé aux accords de paix. Depuis les élections d'octobre 2001, le Premier ministre a rencontré le chef du Conseil Régional des CHT en avril 2002 et l'a assuré de son engagement en faveur du développement, de l'ordre et de la justice dans la région. Pourtant, dès la formation de son gouvernement, la plupart des programmes de développement engagés par le gouvernement précédent ont été suspendus.

6/ Situation actuelle

Depuis 1999 déjà, les autorités investissent énormément dans la région des CHT, construisent des écoles et des routes pour désenclaver les villages. **La situation économique des CHT s'est donc améliorée** ces derniers mois. Ce qui n'est **pas le cas de celle des déplacés ainsi que des réfugiés rentrés d'Inde**. La majorité n'a pas retrouvé ses terres qui sont occupées par des colons bengalis et n'arrive pas à faire valoir ses droits ancestraux ni à retourner dans son village d'origine (dont 40 sont toujours occupés exclusivement par des bengalis) ou à trouver un emploi. Fin 2001, de nombreuses familles demeuraient toujours dans des camps de transit sans qu'aucune solution ne soit trouvée pour leur réinstallation, au moment même où une pénurie de nourriture se faisait sentir et que les aides du gouvernement bangladais se tarissaient. En comparaison, les villages protégés des colons bengalis sont toujours largement approvisionnés en nourriture gratuite. De manière générale, et encore aujourd'hui, les autorités de Dacca favorisent la population musulmane au détriment des populations des autres confessions et les CHT ne sont donc pas, à cet égard, une exception au Bangladesh.

En ce qui concerne l'aide internationale, elle avait été suspendue à la suite de l'enlèvement des trois techniciens européens en février 2001 et n'a pas encore repris. Cependant, une délégation du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a visité en juin 2002 la région afin de savoir s'il était possible de reprendre les investissements et les programmes d'aide. Il a notamment été jugé que 22 des 27 districts des CHT comportaient peu de risques pour de tels programmes. Le porte-parole de la mission s'est déclaré prêt à débloquer rapidement 4,3 millions de dollars pour un programme environnemental et 3,5 millions de dollars pour des projets destinés à réduire la pauvreté et à promouvoir l'emploi.

En mars 2001, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme a dévoilé ses observations préliminaires sur les droits de l'Homme au Bangladesh auxquelles le gouvernement a répondu. Selon le gouvernement, quatre membres de la communauté tribale siègent au Parlement et un ambassadeur du Bangladesh est d'origine tribale. En outre, il apparaît aujourd'hui que plusieurs langues tribales sont utilisées par certains médias et qu'une langue tribale commune l'est également dans l'ensemble des CHT. Enfin, un projet de médiateur (ombudsman) et de commission nationale des droits de l'Homme est à l'étude. Récemment, Ratan Bikash Chakma, en détention depuis 11 ans sans procès, a été libéré et innocenté du meurtre de son neveu en 1991. **Les restrictions aux activités religieuses non-musulmanes ont totalement disparues depuis les accords de 1997 et les tribaux peuvent librement pratiquer leur religion.** La destruction des lieux de culte autochtones par l'armée a également cessé malgré l'évènement de Dighinala du 16 octobre 1999, où trois tribaux avaient été tués et un temple bouddhiste saccagé.

D'autre part, la **criminalisation de certains groupes de tribaux s'accroît** avec la pratique de plus en plus courante de l'enlèvement contre rançon. Ce fut le cas pour M. Noni Gopal Mondal, un garde forestier des CHT, enlevé le 23 Juin 2002 et libéré trois jours plus tard par un groupe terroriste armé contre une forte somme d'argent dont le montant n'a pas été divulgué. Un affrontement entre l'armée et un groupe mafieux local a fait deux victimes dans le village de Gangapara. D'autre part, le 22 juillet 2002, le leader chakma Shantu Larma a alerté les autorités des tensions extrêmes à Longla Hill dans le district de Moulvi Bazar où des populations Khasi et Garo sont chassées de leur terres ancestrales par des éléments "terroristes". Il semble que les plaintes déposées à la police n'ont eu aucune suite et, dans ces conditions, de violents affrontements sont à prévoir entre les populations autochtones et les "groupes terroristes" qui perpétuent des attaques sur les villages tribaux dans cette région.

Glossaire

Bangladesh Jatyatabadi Dal (BNP)

Le Bangladesh Nationalist Party (Parti National du Bangladesh) a été fondé en 1978 par le Général Zia Ur Rahman, mari de l'actuel Premier ministre la begum Khaleda Zia. Il a largement gagné les dernières élections d'octobre 2001 et a constitué une coalition avec le Jamiat-i-islami, le Jatiya Dal (Naziur) et le Islami Oikya Jote.

Jammiat-i-Islami

Parti fondamentaliste musulman fondé en 1941 par Golam Azam (toujours officieusement le dirigeant), a été interdit de 1972 à 1976 pour avoir choisi la cause du Pakistan en 1971. Il fait aujourd'hui parti de la coalition gouvernementale.

Ligue Awami

Fondée en 1949, par cheikh Mujibur Rahman – père de l'indépendance du Bangladesh et de l'actuelle dirigeante du parti, cheik Hasina Wajed. Cheik Hasina est le premier premier ministre à effectuer la totalité de son mandat de 5 ans, jusqu'en 2001. La Ligue Awami est le principal parti de l'opposition, qui comprend également le Jatiya Dal (Ershad), le Jatiya Dal (Manju) et le Krishak Sramik Janata League.

MQM

Le Mutthahida Qaumi Movement est un mouvement politique pakistanais représentant la population Mohajir, urbaine et parlant l'Ourdou, population venue d'Inde au Pakistan en 1947. Créé en 1984, le MQM ne sera politiquement actif qu'à partir de 1986.

PC-JSS

Parbattya Chattagram Jana Samhati Bahini, Forces populaires Unies des CHT, créé le 7 mars 1972 par les frères Larma pour la restauration de l'autonomie de la région des CHT, accordée par les Britanniques et supprimée en 1963.

Shanti Bahini

Branche armée du PC-JSS créée par Jyotirindra Bodhipriya Larma (plus connu sous le nom de Shantu Larma) , principalement composée de Chakmas, se lance dans la lutte armée en 1976. Ils sont responsables de la mort de plus de 10.000 personnes depuis 1976.

SPGRC

Le Standed Pakistanis General Repatriation Committee, ou Comité pour le rapatriement général des pakistanais, a été fondé en 1977 par Mohammed Nasim Khan pour représenter les Biharis du Bangladesh. Nasim Khan en est le dirigeant et le leader politique, Shaukat Ali est également un dirigeant important et Syed Ahmed en est le secrétaire. Peu d'informations précises sont disponibles sur ce mouvement dont le siège principal est au camp Genève de Mohammedpur, près de Dacca. Outre la gestion des affaires des 20.000 résidents du camp, de la clinique et de l'école, le SPGRC organise de nombreuses manifestations, marches de protestation, grèves de la faim et immolation par le feu. Il est également divisé en des factions rivales, au sujet desquelles on dispose de peu de renseignements.

Chronologie Chittagong Hill Tracts

1947

Guerre civile indienne et naissance du Pakistan. Les CHT sont d'abord rattachés à l'Inde (cultures, religions et langues proches) pendant 3 jours, puis un nouvel échange a lieu attribuant définitivement cette région au Pakistan Oriental.

1951

La population des Chittagong Hill Tracts est constituée d'environ 281.000 tribaux et 26.000 bengalis.

1964

Fin du statut spécial des CHT.

1970

Nouveau recensement : 498.000 tribaux et 76.000 bengalis.

1971

Indépendance du Bangladesh après une guerre opposant la région peuplée du Bengale au gouvernement central de Karachi et abolition du Chittagong Hill Tracts Regulation Act de 1900 accordant à la région tribale des CHT -alors sous domination britannique- une large autonomie. Le roi des Chakmas, Tridiv Roy, ministre du tourisme du gouvernement Buttho n'a pas le droit de revenir dans son pays.

1972

Début des revendications des tribaux des CHT qui luttent pour la défense de leur terre et de leur culture. Les Chakmas se constituent en PCJSS et Shanti Bahini.

1975

Assassinat de Mujibu Rahman, arrivée au pouvoir du général Ziaur Rhaman et interdiction de l'accès des CHT à tout étranger non bengali.

1976

Début de la guérilla menée par les Shanti Bahini qui s'attaquent aux colons bengalis.

1979

Le Parlement adopte la Chittagong Hill Tracts Excluded Area Bill déclarant la région zone de conflit et permettant au gouvernement d'exercer une censure stricte sur toutes les activités des groupes ethniques avec une interdiction totale d'entrée des journalistes et des étrangers.

1980

Création d'un "plan secret" gouvernemental visant à repeupler la région des Hill Tracts par une population à majorité bengalie. La population des CHT est estimée à 653. 000 tribaux et 225. 000 bengalis.

25 mars Un massacre de 300 tribaux à Kaokhali Bazar par l'armée et les colons bengalis.

1981

Promulgation d'un arrêté autorisant l'armée et la police à tirer à vue sur toute personne suspectée d'activité anti-gouvernementale.

26 juin 500 tribaux sont tués à Mitranga-Banraibari et à Beltati-Belchari par les colons bengalis avec la bienveillance de l'armée.

19 septembre L'armée et les colons bengalis envahissent les villages de la vallée de Feni (Telafang, Ashalong et Tabalchari) et tuent des centaines de Jummas.

1982

Intensification des combats entre l'armée et les rebelles tribaux dans les CHT.

1983

Juin /
Août 800 Jummas périssent lors d'une campagne de harcèlement menée par l'armée et les colons dans les villages de Golakpatimchara, Machyachara et Tarabanchari.

1983-1985

Nombreuses tentatives de conciliation et interventions des organismes de défense des droits de l'homme se soldent par des échecs. Des tensions apparaissent dans le mouvement Shanti Bahini entre les pro-soviétiques et les pro-chinois, elles tournent à l'affrontement armé entre les deux tendances².

1984

31 mai 400 Jummas sont tués à Bhusanchara par le régiment bengali 26 et des colons.

1985

Mars Grande offensive (20.000 hommes) de l'armée de Dacca pour éradiquer la guérilla chakma.

1985-1986

Les tribaux subissent massacres et exactions perpétrés par les militaires et les colons; 60.000 personnes se réfugient en Inde.

1^{er} mai Des centaines de Jummas sont tués et blessés par l'armée à Panchari.

13 juin Attaque de l'orphelinat Parbatya tenu par des moines bouddhistes aidés

² Violation des droits de l'homme dans les Chittagong Hill Tracts: Histoire du conflit des origines à nos jours, 1990.

par l'association française "Partage avec les enfants du Tiers-Monde". Sur 300 enfants, la moitié est assassinée et l'autre s'enfuit vers l'Inde. L'association Partage ne peut suivre ces enfants dans l'Etat du Tripura et est obligée d'abandonner ses activités d'aide.

1987

6 octobre L'association Partage avec les enfants du Tiers-Monde accueille 72 enfants (chakmas et tripura) en France.

1988

8-10 août Des centaines de Jummas sont tués et des femmes sont violées par l'armée et les colons bengalis à Hirarchar, Sarbotali, Khagrachari et Pablakhali.

1989

Grèves et manifestations, notamment des Shanti Bahini. Ils sont accusés par les autorités d'avoir commis des exactions, notamment sur les civils.

4 mai 40 Jummas sont assassinés par les colons bengalis à Langadu, les corps ne sont jamais retrouvés.

1991

20-30 avril 139.000 morts après un cyclone qui a ravagé les régions de Chittagong et de Cox's Bazar.

1992

10 avril Massacre de 13 à 1.500 personnes (selon les sources) dans un village, Lolang, des CHT par des colons Bengalis aidés par les membres de la Force de Défense des villages (organisation civile sans statut officiel) et du groupe paramilitaire des Ansars. Des membres de l'unité militaire des Bangladesh Rifles présents sur les lieux, n'ont rien fait pour empêcher le massacre et sont même accusés d'y avoir participé.

Août Un Comité pour les CHT est créé par le gouvernement de Dacca.

10 août Un premier cessez-le-feu unilatéral est décrété par les Shanti Bahini jusqu'au 10 novembre.

1993

Mai Négociation d'un accord avec l'Inde pour le retour des réfugiés tribaux d'Inde. Déploiement de 10.000 policiers et membres des troupes de protection des frontières.

15 juin Une amnistie générale est décrétée et les Shanti Bahini ne font officiellement plus l'objet de poursuites judiciaires.

Novembre	27 Jummas meurent et une centaine est blessée, selon Amnesty International, lors d'affrontements à Naniarchar, district de Rangamati, suite à une manifestation d'étudiants organisé par le CHT Students Council.
----------	---

1992-1994

Sept rencontres ont lieu entre le PCJSS et le Comité et plusieurs cessez-le-feu interviennent, régulièrement violés par les deux parties.

1995

15 mars	A Bandarban, un étudiant est tué et 7 autres blessés lors d'une manifestation du CHT Students Council, 33 maisons appartenant aux tribaux sont incendiées et 22 étudiants sont arrêtés et retenus en détention pendant plusieurs semaines.
18 juillet	SOS Torture rapporte que 6 étudiants ont été arrêtés et battus par la police.

1997

Mars / Avril Novembre	Rapatriement de près de 7.000 réfugiés Jummas d'Inde. Les réfugiés tribaux continuent de rentrer d'Inde.
2 décembre	Traité de paix du gouvernement pour calmer l'insurrection dans les CHT. Cet accord entre le PCJSS et le gouvernement prévoyait un conseil autonome pour les CHT, la réhabilitation des réfugiés d'Inde, le retour des terres confisquées, l'amnistie des membres des Shanti Bahini, le retrait de l'armée gouvernementale et le départ des musulmans installés par le gouvernement.
7 décembre	Grandes grèves à Dacca et à Chittagong à l'instigation du BNP pour protester contre le traité de paix; des colons bengalis se heurtent à la police et aux paramilitaires.

1998

10 février	Fin de la guérilla dans les CHT lorsque les Shanti Bahini rendent officiellement les armes mais les violences entre tribaux et colons continuent sporadiquement.
Février	63.000 réfugiés Chakmas sont rapatriés d'Inde vers le CHT.
12 avril	Le BNP manifeste et boycotte le Jatiya Sangsad (Parlement bangladais) à cause des lois sur les CHT.
Mai	Quatre lois sont adoptées par le Jatiya Sangsad suite aux accords de paix pour l'administration des CHT.
Décembre	La totalité des réfugiés tribaux sont finalement rapatriés d'Inde. Création d'un parti par trois mouvements dissidents du PC-JSS: le

United Peoples' Democratic Front (UPDF, Front démocratique des peuples unis).

1999

- Mai Le chef tribal Joytirindra Bodhipriya Larma, plus connu sous le nom de Shantu Larma, prend la tête du Conseil Régional des CHT.
- 17 octobre Une dispute entre des Jummas et des militaires à propos du viol d'une femme par l'un de ces derniers tourne à l'affrontement rangé, entre les militaires et les colons bengalis d'un côté et les Jummas de l'autre à Dighinala Thana/Khagrachari. Le bilan s'élève à trois morts, plusieurs maisons brûlées dans les deux camps et un temple bouddhiste dévasté.

1999-2000

Plusieurs actions violentes secouent la région.

2001

- Février Trois ingénieurs européens sont enlevés par des membres des ex-Shantu Bahini et libérés un mois plus tard par une opération coup de poing de l'armée bangladaise.
- Avril Création du Adibashi Adhikar Forum (AAA), nouvelle organisation fondée par Shantu Larma pour "unifier le mouvement tribal et défendre ses droits".
- 25 mai Shantu Larma déclare que l'attitude du gouvernement menace les accords de paix.
- 1^{er} octobre La coalition BNP/Jamiat-i-Islami remporte une victoire écrasante aux élections législatives dont la campagne a fait 140 morts et plus de 4.000 blessés.

2002

- Juin Une mission du PNUD visite les CHT afin d'établir si la région est sûre pour les programmes de d'aide et de développement. Les leaders des CHT espèrent obtenir 200 millions de dollars de la part des donateurs étrangers.

Fiche bibliographique

Rapports

Dossier-Pays Bangladesh, *UNHCR*, octobre 2001.

US Department of State, Country Reports on Human Rights Practices 2001, Bangladesh 4 mars 2002.

US Committee for Refugees, Bangladesh Report, 2001.

Assumpção Pablo, « La situation des Biharis au Bangladesh », CRR, décembre 1995.

Articles

Amnesty International, « Human Rights in the Chittagong Hill Tracts », Bangladesh, 1^{er} février 2000.

Mondes Rebelles : Bangladesh, 2001.

Norwegian Refugee Council, « Bangladesh: the slow implementation of the Peace Accord threatens to derail the peace process », (2000-2001).

UNHCHR Communiqué de presse du 20 mars 2001, « Comité pour l'élimination de la discrimination raciale ».

Unrepresented Nations and Peoples Organisation, « The Human rights situation in the Chittagong Hill Tracts », février-avril 2002.

Sites Internet

Site d'information général sur les CHT : www.angelfire.com/ab/jumma/cht.html

Site du gouvernement bangladais : www.bangladeshgov.org/mochta

News from Bangladesh (journal) : www.bangladesh-web.org/news/

Daily Stars (journal) : www.dailystarnews.com

The New Nation (journal) : www.nation-online.com

Site officiel du peuple Jumma des Chittagong Hill Tracts : www.shobak.org/jumma

Unrepresented Nations and People Organisation : www.unpo.org